PRÉFET DE LA RÉUNION

Préfecture SAINT-DENIS, le 30 octobre 2015

Direction des relations avec les collectivités territoriales et du cadre de vie

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ N° 2015 - 2062 /SG/DRCTCV

mettant en demeure la société MOBILIO soit de régulariser la situation administrative de son activité de stockage de mobiliers qu'elle exerce au 15, rue Verlaine sur le territoire de la commune du PORT, soit de procéder à la mise à l'arrêt définitif de l'activité.

LE PRÉFET DE LA RÉUNION
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment, les articles L.511-1, L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8 ;

VU le titre VII du livre Ier du code de l'environnement et notamment, les articles L.171-6 et L.171-7 ;

VU l'article R. 511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les articles R.512-47 et suivants du code de l'environnement, relatifs aux installations classées soumises à déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement daté du 15 septembre 2015 et transmis à l'exploitant le 21 septembre 2015 conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant en date du 29 septembre 2015 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé et du projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'inspecteur de l'environnement a constaté, lors de l'inspection du 18 août 2015, l'exploitation d'un entrepôt, sis 15, rue Verlaine sur le territoire de la commune du PORT ;

CONSIDÉRANT que cette activité est soumise, à minima, à déclaration au regard de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées relevant de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
CONSIDÉRANT que la société MOBILIO, sis 15, rue Michel-Ange - 97438 SAINTE-MARIE, exploitante de cet entrepôt, ne dispose pas de la déclaration requise pour l’exercice de cette activité ;

CONSIDÉRANT que l’article L.171-7 du code de l’environnement prévoit que, dans le cas où l’activité est réalisée sans avoir fait l’objet de la déclaration requise, l’autorité administrative compétente met l’exploitant en demeure de régulariser sa situation administrative dans un délai qu’elle détermine ;

CONSIDÉRANT qu’au terme des dispositions de l’article L.171-7 du code de l’environnement, en cas d’activité réalisée sans avoir fait l’objet de la déclaration requise, le préfet met en demeure l’exploitant de régulariser sa situation dans un délai donné ; il peut édicter des mesures conservatoires et suspendre le fonctionnement des installations jusqu’à ce qu’il ait été statué sur la demande d’enregistrement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1er
La société MOBILIO, dont le siège social est situé 15, rue Michel-Ange - 97438 SAINTE-MARIE, est mise en demeure, pour l’activité de stockage de mobiliers, qu’elle exerce au 15, rue Verlaine, sur le territoire de la commune du Port, dans un délai maximum d’un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- soit de régulariser la situation administrative de son entrepôt en déposant auprès des services préfectoraux une déclaration d’exploiter pour son installation classée pour la protection de l’environnement ;
- soit de procéder à la mise à l’arrêt définitif et à la remise en état du site en application des dispositions des articles R.512-66-1 et suivants du code de l’environnement.

ARTICLE 2
L’exploitant fait connaître, dans un délai de huit jours, à compter de la notification du présent acte, et par écrit à Monsieur le préfet, l’option retenue.

ARTICLE 3 - FRAIS
Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l’exploitant.

ARTICLE 4 - SANCTIONS
Faute pour l’exploitant de se conformer aux prescriptions imposées dans les délais impartis, il pourra être fait application des dispositions du II de l’article L.171-8 du code de l’environnement (amende et astreinte administrative…), et des dispositions du II de l’article L.171-7 du même code (fermeture ou suppression des installations…), indépendamment des poursuites pénales qui pourront être engagées.

ARTICLE 5 - RECURS
En application de l’article L.514-6 du code de l’environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Saint-Denis, dans les délais prévus par l’article R.514-3-1 de ce même code.

Pour l’exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est d’un an à compter de la publication du dit acte.
ARTICLE 6 - PUBLICITÉ
Le présent arrêté est notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ARTICLE 7 - EXECUTION
Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Saint-Paul, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Copie en sera adressée à :
- Madame la sous-préfète de Saint Paul ;
- Monsieur le maire du Port ;
- Monsieur le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (SPREI) ;
- Monsieur le chef de l'état-major de zone et de protection civile de l'Océan Indien (cellule risques).

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général
Le préfet,

Maurice BARATE